



Rencontre avec le Front démocratique de libération de la Palestine

Ballast

7 mai 2018

Entretien inédit pour le site de Ballast

C'est au cœur d'un quartier moderne de Ramallah, à quelques centaines de mètres de la Mouqata'a, que nous avons rendez-vous avec le secrétaire général du Front démocratique de libération de la Palestine, Qais Abd al-Karim (plus communément appelé « Abu Leila »). Son parti, d'inspiration marxiste-léniniste, fut fondé en 1969 afin d'organiser le prolétariat et d'œuvrer à la création d'un seul État laïc et sans classes, où les Arabes et les Juifs vivraient à égalité. Appelant alors à une coalition des formations de gauche et à la révolution sociale, il entendait combattre d'un même élan l'occupation israélienne et les forces réactionnaires arabes — l'effondrement du communisme international et la propagation de l'islamisme ont depuis provoqué le recul et la réorientation stratégique de l'organisation¹. En août 2001, Qais Abd al-Karim échappa à une tentative d'assassinat ; le mois dernier, un de leurs militants tomba à Gaza au cours de l'une des manifestations de la « Marche du grand retour », organisées chaque semaine depuis fin mars 2018. On dénombre, à ce jour, 51 morts. Un point sur la situation, dans son bureau.



La situation est extrêmement tendue actuellement dans les territoires occupés ainsi qu'à Gaza. Vivons-nous une époque charnière ?

La situation en Palestine a été évidemment compliquée par la décision de l'administration Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale de l'État d'Israël. Mais il ne s'agit pas uniquement de cela : l'ambassade américaine va être déplacée, non seulement dans cette ville, mais de surcroît dans la partie est de la ville, occupée par l'État d'Israël. Cela signifie donc que l'administration américaine reconnaît officiellement l'annexion illégale menée par les Israéliens de la partie « est » de la ville. Un problème ne vient jamais seul. Des mesures politiques et financières ont été prises, en plus, par les autorités américaines afin de restreindre la place des réfugiés sur la table des négociations. Ils veulent essayer de mettre fin aux aides de l'**UNRWA**. La pérennité de cet organisme, dont le but était d'impliquer la responsabilité de la communauté internationale dans l'agonie des réfugiés palestiniens, se trouve aujourd'hui menacée. Il s'agit de la part de Donald Trump d'une tentative évidente d'élimination de la cause palestinienne, en plus d'une stratégie de diversion : dans le même temps, son administration continue de refuser à chercher des solutions à d'autres problématiques — comme celle des colonies...

Face à cela ?

« Ils sont désormais clairement en train d'envisager d'annexer la Cisjordanie, et de l'intégrer dans un grand État israélien qui contrôlerait toute la Palestine historique. »



Le conseil central de l'**Organisation de libération de la Palestine** (OLP) a décidé que les États-Unis ne pouvaient parrainer ledit « processus de paix » et que nous devons tout réorganiser, avec notamment l'implication de partenaires internationaux multilatéraux, basés sur les résolutions de l'ONU. Notre volonté n'est pas soutenue par le pouvoir israélien, bien évidemment, qui se voit encouragé par les mesures du gouvernement de Donald Trump. Les dirigeants israéliens montrent actuellement leur vrai visage : s'ils ont, ces dernières années, évoqué à de nombreuses reprises une solution à deux États, la réalité est que la coalition de droite qui dirige l'État d'Israël fait en ce moment absolument tout pour saboter cette possibilité. Ils sont désormais clairement en train d'envisager d'annexer la Cisjordanie, et de l'intégrer dans un grand État israélien qui contrôlerait toute la Palestine historique, de la rivière Jourdain jusqu'à la Méditerranée. Les mouvements palestiniens se trouvent face à la nécessité de se réorganiser et de se lancer dans une nouvelle stratégie, basée sur la résistance populaire et sur l'interpellation de la communauté internationale afin qu'elle assume ses responsabilités et qu'elle sanctionne l'État d'Israël pour ses flagrantes et continues violations des lois internationales.

C'est pour cette raison que le Conseil national palestinien (CNP) a annoncé qu'il se réunirait prochainement ?

Nous avons définitivement besoin de reconstruire notre manière de gouverner. C'est une nécessité absolue si l'on veut faire face aux prochaines échéances. Nous travaillons afin d'avoir une session qui dépasse les clivages politiques. Nous devons reconstruire une unité nationale afin de montrer un nouveau visage, un visage uni.

Vous avez déclaré il y a peu de temps que le bouclage continu de la bande de Gaza était un obstacle majeur pour la paix...

Le blocage et le siège imposé par les Israéliens sur Gaza est en effet un des obstacles à l'établissement d'un processus de paix. En réalité, les Israéliens semblent faire absolument tout ce qui est en leur pouvoir afin de saboter tout espoir de paix. Et le blocage continu de la bande de Gaza accentue la crise humanitaire, et rend impossible toute stabilisation de la situation. Cette crise humanitaire est aussi une menace constante, celle d'une probable explosion de violence qui peut surgir à n'importe quel moment.



□ Militants du Front populaire de libération de la Palestine (الجبهة الديمقراطية لتحرير فلسطين, en arabe) | DR □

La gauche palestinienne est-elle toujours révolutionnaire ?

Je pense que tous les Palestiniens sont révolutionnaires ! (*rires*) Tout simplement car ils ont besoin de poursuivre des objectifs qui ne peuvent être atteints sans une révolution. C'est pourquoi tous les mouvements nationaux palestiniens sont encore aujourd'hui dans la même démarche. Au sein d'un contexte de combat permanent contre l'occupation israélienne, contre l'expansion de la colonisation sur nos territoires, la gauche palestinienne continue de jouer un rôle avant-gardiste et poursuit l'objectif d'unifier et d'influencer le mouvement de résistance.

Un autre front révolutionnaire est apparu au grand jour, au Moyen-Orient, avec les Kurdes syriens...

« *L'intérêt des mouvements nationaux kurdes est donc de soutenir la lutte palestinienne pour la liberté et l'indépendance.* »

Nous avons aujourd'hui des liens avec tous les mouvements révolutionnaires qui luttent dans la région pour le droit à l'autodétermination. Nous pensons que les Kurdes ont eux aussi le droit de décider de leur futur. Mais il faut garder en tête que la situation globale est aujourd'hui très compliquée. Ces enjeux doivent être traités de pair avec la quête



démocratique des peuples du Moyen-Orient, ainsi que l'élimination des régimes politiques despotiques ennemis des populations. L'intérêt des mouvements kurdes est donc de soutenir la lutte palestinienne pour la liberté et l'indépendance : si leurs mouvements appellent à faire respecter les droits des Kurdes, cela implique aussi qu'ils reconnaissent nos droits à nous, Palestiniens. Je ne rentrerai pas dans les détails des enjeux kurdes en Irak, en Iran, en Syrie ou en Turquie, mais je pense qu'après les récentes avancées, ils doivent garder à l'esprit le contexte présent, à savoir que nous avons à faire à des forces impérialistes qui essaient de détruire l'unité de certains États arabes — en plus de supporter les projets sionistes. Il est également dans l'intérêt des mouvements kurdes de s'unir avec les mouvements arabes afin de lutter unitairement pour la démocratie. La chose la plus importante, en Syrie, est l'unité du peuple ainsi que la reformation d'un régime syrien, ceci en vue d'établir une vraie démocratie dans le pays.

Y a-t-il encore de l'espoir dans les cœurs de la jeunesse palestinienne ?

On ne peut pas blâmer la population, et particulièrement les jeunes générations, de n'avoir que peu de confiance envers une Autorité palestinienne qui se montre particulièrement hésitante et ne prend pas au sérieux les décisions adoptées par les différentes parties de l'OLP afin d'abroger et de reformer ce qui doit l'être, depuis les accords d'Oslo... Il y a beaucoup de colère, mais également beaucoup d'espoir. Celui de voir la donne changer et de voir les dirigeants palestiniens emmener le peuple vers une solution plus radicale, ou du moins plus acceptable pour eux. Une solution basée par exemple sur le droit à l'indépendance — et sur la question primordiale du droit au retour des réfugiés. La jeune génération se sait dans l'impasse ; elle a compris la nécessité d'ouvrir une nouvelle époque, avec une nouvelle organisation, afin de défendre notre souveraineté et le droit de tous les nôtres. Tout cela reste malgré tout prometteur : cette prise de conscience nous mènera à une nouvelle étape de la lutte de libération palestinienne, plus solide.



□Hébron, 16 novembre 2012 | Wisam Hashlamoun | Apaimages□

Où en est le Front démocratique pour la libération de la Palestine à l'heure où nous parlons ?

Nous faisons de notre mieux pour développer les mouvements de libération nationale. Et, dans le même temps, traiter les demandes des travailleurs palestiniens : ils réclament un système démocratique dans lequel leurs droits économiques et sociaux seraient garantis. La question des inégalités entre les différentes strates de la société palestinienne est un problème sur lequel nous travaillons, un problème urgent !

Ce mois de mai s'annonce brûlant, entre les commémorations du 70^e anniversaire de la Nakba et le déplacement de l'ambassade américaine à Jérusalem !

Le 15 mai va être un jour de colère qui comptera dans notre histoire. Le peuple pourra faire entendre sa voix contre l'occupation permanente que nous subissons depuis 70 ans, mais également contre le soutien apporté par Trump et son administration aux projets israéliens d'expansion territoriale.

Photographie de bannière : Mohammed Abed | Agence France-Presse | Getty Images

Photographie de vignette : Laurent Perpigna Iban | Ballast



Rebonds

- ≡ Lire notre article « [Baldwin, le Noir et la Palestine](#) », Sylvain Mercadier, février 2018
- ≡ Lire notre article « [Cisjordanie : la résistance, une affaire de femmes](#) », Paul Lorgerie, novembre 2017
- ≡ Lire notre entretien avec Alaa Ashkar : « [Israël, c'est toujours l'exception](#) », juin 2017
- ≡ Lire notre entretien avec Michel Warschawski : « [Il y a une civilisation judéo-musulmane](#) », mars 2017
- ≡ Lire nos articles « [Palestine : Naplouse, l'indomptable](#) », JB, octobre 2015
- ≡ Lire notre article « [Israël : la mort vue du ciel](#) », Shimrit Lee, juillet 2015

1. Il y a 44 ans de cela, trois militants du Front démocratique de libération de la Palestine ont pris un établissement scolaire en otage, au nord d'Israël, afin de négocier la libération d'une vingtaine de prisonniers. Tous trois ont perdu la vie au cours de l'assaut qui s'ensuivit, ainsi qu'une vingtaine d'otages, adolescents pour l'essentiel, abattus par les ravisseurs. Si notre rédaction fait entièrement sienne la lutte pour les droits du peuple palestinien, y compris par les armes si la situation l'oblige, elle s'oppose sans équivoque aux attaques menées contre les civils.[↔]